

Berne, 18.02.2020

Les migrant-e-s pour la défense de la libre circulation

A Berne, un comité a été créé contre l'initiative de l'UDC pour l'abolition de la libre circulation. Ce comité, qui rassemble de nombreuses organisations italiennes basées en Suisse, travaillera contre la discrimination et pour la mobilisation des doubles citoyens et des personnes ayant des origines migratoires.

Récemment, un nouveau comité baptisé **Comitato unitario per la libera circolazione (CULC)** a vu le jour à la Casa d'Italia à Berne, en vue de la campagne du non à l'initiative de l'UDC « **pour une immigration modérée (initiative de limitation)** ». Ce comité témoigne de la volonté des milieux associatifs italiens de ne pas prendre à la légère cette campagne, à l'idée que le peuple suisse ne voudra pas d'une telle initiative, et donc de contrecarrer cette nouvelle attaque lancée par l'Union démocratique du centre (UDC) contre les droits des personnes étrangères. Le comité s'adresse en particulier aux citoyennes et citoyens suisses ayant un passé migratoire, mais cherche également à atteindre les personnes migrantes privées de droit de vote pour les inviter à s'impliquer davantage dans la vie publique suisse.

Un oui à l'initiative serait fatal à l'Accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE/AELE (ALCP), qui règle en Suisse le quotidien de plus de 1 700 000 personnes, et donc mettrait fin à des acquis sociaux majeurs (droit de séjour, droit au regroupement familial, prestations sociales...). Un brutal retour en arrière se ferait aux dépens de tous ces gens, dont bien des citoyennes et citoyens italiens vivant en Suisse, qui découvriraient la précarité économique et sociale. L'initiative affecterait les travailleuses et travailleurs, les familles, les étudiants et même les enfants. Plus personne ne pourrait invoquer l'ALCP, et toute la population étrangère pâtirait d'une telle situation.

En outre, un oui à l'initiative mettrait en péril les accords bilatéraux et isolerait la Suisse face à l'Europe. Les conséquences économiques, comme l'ont montré les nombreuses études consacrées à la question, seraient dramatiques et plongeraient le pays dans un climat d'instabilité politique et sociale sans précédent. La formation universitaire et la recherche, un des fleurons de ce pays, seraient gravement affaiblies par la perte des accords bilatéraux.

Le comité juge nécessaire de ne pas répéter l'erreur fatale de 2014, où les milieux économiques et patronaux avaient pris les rênes de la campagne du non à l'initiative de l'UDC « contre l'immigration de masse ». La nouvelle organisation vise à mettre l'accent non sur la question économique, mais sur les droits des travailleuses et des travailleurs, ainsi que de leurs familles : des droits forts pour chacune et chacun ont pour but de préserver les personnes dépourvues de passeport suisse de la précarité ou d'une sous-enchère qui ne feraient qu'exacerber, au lieu de le résoudre, le problème de la concurrence entre la main-d'œuvre indigène ou étrangère.

En ce sens, l'heure est venue d'ouvrir une vaste table ronde des milieux progressistes et démocratiques, soit des syndicats, des partis et de nombreuses associations engagées, dans le but de formuler des positions plus courageuses sur la question migratoire ainsi que de recadrer le débat public au niveau fédéral.

Le comité sera opérationnel sur tout le territoire suisse, dans les limites de ses ressources, grâce à de nombreux groupes actifs au niveau local. Il vise par ailleurs à rallier d'autres associations non

italiennes, afin d'élargir le front du non à l'initiative anti libre-circulation. À cet effet, une conférence des migrations sera organisée à Berne, avec le soutien des partenaires sociaux.

Secrétariat: Anna-Maria Cimini (fcli@fcli.ch), Guglielmo Grossi (guglielmogrossi@bluewin.ch), Franco Narducci (franco.narducci@gmail.com), Enrico Pugliese (enr.pugliese@gmail.com), Giuliana Tedesco (gtedesco@ecap.ch).

Des associations adhérentes: ACLI, ANPI, Associazione pensionati italiani di Zurigo, Associazione solidarietà e diritti, Comitato XXV aprile, ECAP, Fabbrica di Zurigo, FCLIS, Italia viva, Laboratorio per la sinistra, Missioni Cattoliche Italiane in Svizzera, PD, SPI- Svizzera, VOLT. **Con il sostegno di:** Syna migrazione, Unia migrazione.



COMITATO 25 APRILE ZURIGO



LA FABBRICA
DI ZURIGO



Coordinazione Missioni Cattoliche
di lingua italiana in Svizzera



Avec le soutien de



Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.

